GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE NANTERRE

TEXTES LÉGISLATIFS ET RÈGLEMENTAIRES PARUS EN 2003

- Ordonnance du 18 décembre 2003 relative à la simplification administrative
- Loi de finances pour 2004 (n° 2003-1311 du 30 décembre 2003) (1)
- Loi de finances rectificative pour 2003 (n° 2003-1312 du 30 décembre 2003) (1)
- Arrêté du 23 décembre 2003 modifiant l'arrêté du 17 octobre 1995
  relatif à la tarification des risques d'accidents du travail et de maladies professionnelles et fixant les tarifs des cotisations d'accidents du travail et de maladies professionnelles des activités professionnelles relevant du régime général de la sécurité sociale
- Décret n°2003 2003-1274 du 23 décembre 2003 modifiant le décret n° 98-406 du 22 mai 1998 relatif au délai d'immatriculation des pêcheurs professionnels au registre du commerce et des sociétés
- Arrêté du 12 décembre 2003 fixant la liste des métiers de l'artisanat d'art
- Ordonnance n° 2003-1235 du 22 décembre 2003
  relative à des mesures de simplification en matière fiscale et supprimant le droit de timbre devant les juridictions administratives
- Analyse de la loi n° 2003-706 du 1er août 2003 de Sécurité Financière
- fiscale du 12 août 2003 :
  Mesures en faveur des entreprises implantées dans les zones franches urbaines
- Analyse de la loi n° 2003-721 du 1er août 2003 pour l'initiative économique
- Loi n°2003-706 du 1er août 2003 sécurité financière
- Décret n°2003-681 du 24 juillet 2003 relatif au dispositif d'aide au conseil aux entreprises pour l'élaboration de plans de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences
- fiscale du 25 juillet 2003 relative à la taxe professionnelle (baisse de la fraction imposable des recettes des titulaires de bénéfices non commerciaux et assimilés ; modalités d'imposition des BNC exerçant leur é sous la forme de société commerciale soumise de plein droit ou sur option à l'impôt sur les sociétés.
- fiscale du 9 juillet 2003 relative aux frais et charges (BIC, IS, dispositions communes) aux intérêts de capitaux appartenant à des tiers, conditions et limites de déduction des intérêts des avances consenties par des associés en sus de leur part de capital. Cette instruction donne des précisions en matière de taux maximum des intérêts admis en déduction du point de vue fiscal.
- Décret n°2003-631 du 7 juillet 2003 relatif au remboursement de la taxe sur la valeur ajoutée afférente à des opérations liées aux services fournis par voie électronique à certains assujettis non établis dans la Communauté européenne et modifiant l'annexe II au code général des impôts
- Décret n°2003-632 du 7 juillet 2003 relatif aux obligations de facturation en matière de taxe sur la valeur ajoutée et modifiant l'annexe II au code général des impôts et la deuxième partie du livre des procédures fiscales
- A compter du 1er juillet 2003, le montant du salaire minimum de croissance est porté à
  7,19€ de l'heure décret n° 2003-564 du 27 juin 2003.)
- Arrêté du 27 juin 2003 relatif à la revalorisation de la rémunération mensuelle instituée par l'article 32 de la loi n° 2000-37 du 19 janvier 2000 modifiée relative à la réduction négociée du temps de travail.
- Décret n°2003-542 du 23 juin 2003 relatif à la juridiction de proximité et modifiant le code de l'organisation judiciaire, le nouveau code de procédure civile, le code de procédure pénale (deuxième partie : Décrets en Conseil d'Etat) et le décret n° 91-1266 du 19 décembre 1991 portant application de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique
- Décret n° 2003-543 du 24 juin 2003 relatif aux cours administratives d'appel et modifiant la partie

Réglementaire du code de justice administrative

- Circulaire DSS/5B n°2003/282 du 12 juin 2003 portant application du titre III de la loi n°2003-47 du 17 janvier 2003 relative aux salariés, au temps de travail et au développement de l'emploi
- Décret n°2003-487 du 11 juin 2003 portant application du titre III de la loi n° 2003-47 du 17 janvier 2003 relative aux salaires, au temps de travail et au développement de l'emploi et modifiant le code de la sécurité sociale (troisième partie : Décrets)
- Droit des sociétés: la Commission salue l'adoption, par le Conseil, d'une directive visant à simplifier et à moderniser l'information sur les sociétés acute;)
- Projet de loi de sécurité financière adopté en 1ère lecture par l'Assemblée Nationale et le Sénat
- Circulaire du 16 mai 2003 relative à la négociation commerciale entre fournisseurs et distributeurs
- Décret n° 2003-439 du 16 mai 2003 modifiant le décret n° 85-1389 du 27 décembre 1985 relatif aux administrateurs judiciaires, mandataires judiciaires au redressement et à la liquidation des entreprises et experts en diagnostic d'entreprise
- Projet de loi pour l'initiative économique modifié par le Sénat, Projet de Loi n°760, déposé le 28 mars 2003
- Projet de loi pour l'initiative économique adopté le février 2003 et transmis au Sénat
- Loi n° 2003-6 du 3 janvier 2003 portant relance de la négociation collective en matière de licenciements économiques
- Loi n°2003-7 du 3 janvier 2003 modifiant le livre VIII du code de commerce (mandataires liquidateurs et administrateurs judiciaires)

2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016

Archives